

MILIANA

L'hommage à «Ali La Pointe»

Miliana a pris l'habitude de commémorer l'anniversaire de la mort d'Ali Amar, dit «Ali La Pointe», tombé au champ d'honneur le 8 octobre 1957, cet enfant du quartier des Annassers (les Sources) né le 14 mars 1930 dans une famille très modeste, dont le père, comme beaucoup d'Algériens, militait dans les rangs du PPA (Parti du peuple algérien).

Il était le dernier-né d'une famille pauvre qui vivait dans la misère qu'imposait le système colonial aux Algériens.

De mémoire de Milianais, Ali Amar, dans sa prime enfance, passait le plus clair de son temps à jouer au ballon avec d'autres jeunes de son âge et de sa condition sur l'esplanade surnommée la «Pointe des blagueurs».

On dit de lui qu'il était ombrageux, turbulent et rebelle, ce qui lui a valu de connaître les geôles des prisons coloniales dès l'âge de 13 ans. Son séjour carcéral lui a permis de constater les sévices et les souffrances que subissaient nombre de ses compatriotes. A sa libération, il quitte Miliana, sa ville natale, et la «Pointe des blagueurs» pour aller vivre à la Pointe Pescade, Raïs-Hamidou, à Alger, où il s'inscrit dans un club de boxe de Bab-El-Oued. En suivant parallèlement dans un CFA une formation de maçon. Cependant, deux événements surviennent dans la vie du jeune Ali qui vont bouleverser son parcours : la gifle qui lui a été administrée par un policier et la «raclée» qu'il a donnée, lui, à un Français et qui lui a valu d'être condamné, à l'âge de 22 ans, aux travaux forcés et incarcéré une nouvelle fois à la prison de Damiette, actuellement Ain-Dheb, à Médéa.

Il arrive en compagnie d'un camarade de cellule, Morane Guenaoui, à s'évader pour rejoindre Blida, puis Alger pour se fondre dans la clandestinité. Il ne tardera pas à se faire remarquer par un

des chefs des réseaux, en l'occurrence Chaieb Ahmed qui le présente à El-Hadi Djaâfar, Yacef Saâdi, alors chef de la Zone autonome d'Alger, lequel après l'avoir testé, apprécié, et rassuré sur sa motivation de militer pour mener le combat contre le système colonial, le recrute et le prend sous son aile.

Très vite, de par sa détermination, son courage, sa témérité même et sa bravoure, il devient un chef local convaincu de la justesse du combat contre l'occupant, puis une figure emblématique de la Bataille d'Alger au cours de laquelle à la tête de son commando il porte des coups sévères à la soldatesque et la police coloniale, attaquant des commissariats même en plein jour, semant la terreur sur son passage.

L'état-major répressif des forces coloniales décide alors l'élimination de Ali La Pointe et de ses camarades d'action en mettant tous les moyens dont la torture.

Ces méthodes permettent aux services du Renseignement français de repérer le refuge de Ali La Pointe, sis en plein cœur de la Casbah, le 8 octobre 1957. Le refus de se rendre de Ali et de ses compagnons de lutte conduit les paras de Bigeard à dynamiter le refuge. Ali Amar, Hassiba Ben Bouali, Yacef Omar surnommé «Petit Omar»,



Photo : DR

alors âgé de 12 ans, et 24 autres Algériens, dont 8 enfants, tombent en martyrs dans ce dynamitage de l'immeuble.

Miliana, ville qui a donné naissance à ce héros de la guerre de Libération, pour perpétuer sa mémoire, a inscrit son nom sur le fronton du centre de formation professionnelle de Ras-El-Akba, dans le quartier est de la ville, et érigé une stèle commémorative sur l'esplanade de la «Pointe des blagueurs» qui porte maintenant son nom

et qui jouxte l'hôpital Farès-Yahia. Dimanche 9 octobre, avec un jour de retard, à 15h, une cérémonie de recueillement en présence des autorités civiles et militaires, des parents du chahid et des moudjahidine a été organisée ; les honneurs ont été rendus par une escouade de policiers au héros. Il est à signaler que la levée des couleurs a été perturbée par le fonctionnement défectueux de la sonorisation qui a fini par écourter, au bout de la 2^e strophe, l'hymne national, un incident vivement reproché aux organisateurs.

Un autre fait à signaler, plus important, le manque de participation de la population milianaise, particulièrement les jeunes, à cette manifestation, phénomène qui a commencé depuis des années et qui va en s'aggravant. Interrogé à ce sujet, un «ancien» nous confie : «Parce que certains ont accaparé l'histoire et marginalisé la population et les jeunes, aujourd'hui, juste retour de manivelle, n'assistent à ces cérémonies que les officiels et les concernés.» Une autre personne présente sur les lieux de la manifestation minimise le phénomène, le justifiant par «c'est parce que la manifestation a lieu le 9 et non le 8 octobre comme il se doit, et encore plus en milieu d'après-midi».

Un autre participant fait remarquer que pour la cérémonie de l'hommage rendu à Bouras Mohamed, ce héros tombé au champ d'honneur et qui a été l'architecte du mouvement scout algérien bien avant le déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre, «la cérémonie a eu lieu le 27 mai dernier dans l'après-midi au lieu de la matinée comme de coutume... Ce décalage a eu le même effet».

Karim O.

EL-TARF

10 casses de locaux commerciaux en une semaine à Dréan

Commerçants et citoyens sont unanimes à dénoncer la récurrence quasi quotidienne de casses de locaux commerciaux et d'appartements au niveau des différentes cités de la commune de Dréan. En effet, deux commerces ont été cambriolés, dans la nuit de samedi à dimanche, au centre-ville de ladite commune. C'est le dixième casse de commerce en une semaine, a-t-on fait savoir. Les voleurs, connaissant les lieux avec vraisemblablement des connivences de la même commune, ont une prédilection pour le vol de locaux commerciaux dont la toiture est en tuiles et datant de l'époque coloniale. De

même des apparentements ont fait l'objet de la visite de voleurs durant l'absence des propriétaires, et ce, en plein jour.

Ainsi au cours de la semaine écoulée, les services de sécurité ont enregistré deux cas de casse d'appartement. Cette recrudescence des vols serait l'œuvre d'un réseau aux multiples ramifications avec des complicités avérées de personnesshabitant les cités ciblées, a-t-on affirmé.

Reste aux services de sécurité d'intensifier les sorties sur le terrain de nuit comme de jour pour circonscrire ce phénomène d'insécurité.

Daoud Allam

UNIVERSITÉ DU 20-AOÛT DE SIKKDA Retard dans la livraison des infrastructures

Le nombre des étudiants inscrits pour la rentrée universitaire 2011/2011 est de 20 500. Celui des nouveaux bacheliers est estimé, quant à lui, à 5 765. L'encadrement sera renforcé par 115 postes budgétaires qui s'ajouteront aux 740 professeurs permanents et 350 professeurs associés et vacataires.

En matière de validation des parcours par les comités régionaux et nationaux, il est recensé 19 parcours de formation en master et 7 en licence, ce qui fait porter le nombre des formations en master à 50 et celles en licence à 78. On s'enorgueillit, dans ce domaine, d'être parmi les meilleures universités à l'échelle régionale. L'argument avancé est que des pôles du savoir comptant près de 30 000 étudiants ne disposent pas d'un nombre aussi important de parcours.

Zaïd Zoheir

TIPASA

11 738 stagiaires inscrits dans les centres de formation professionnelle

Quinze centres de formation professionnelle, un Institut national à Hadjout, 3 annexes (Damous, Sidi-Amar et Nador) et 3 sections détachées nouvellement (Messelmoune, Aghbal et Sidi-Simiane) ouvriront leurs portes dimanche 16 octobre 2011 dans la wilaya de Tipasa.

Lors de cette rentrée 2011-2012, l'ensemble de ces 23 structures offrira près de 12 000 places pédagogiques, opposées aux 10 000 places pédagogiques de la rentrée 2010-2011. Celle de cette année verra l'introduction de 6 nouvelles spécialités (électronique industrielle de niveau technicien supérieur à Tipasa, paysagiste de niveau 5 à Hadjout, mécanicien réparateur de machines agricoles à Meurad, décoration sur verre à Douaouda, sculpture sur bois à Douaouda et pépiniériste à Ahmer-El-Aïn). A ce titre, il convient de noter que l'année passée, ce fut la section d'apiculteur qui fut lancée à Hattatba. De même que des sections de pépiniériste et machinisme agricole furent lancées à Meurad. Une hausse importante est observée dans les formations résidentielles (plus de 9%) et l'apprentissage (près de 20%). Il faut préciser que l'engouement pour l'apprentissage reste faible, dû au niveau requis (sait lire et écrire, primaire et moyen) pour accéder aux formations du bâtiment (menuiserie

bâtiment, maçonnerie, peinture et vitrerie) ou aux formations féminines (couture, broderie, pâtisserie, coiffure dames). Il faut noter à ce sujet que le terme SLE (sait lire et écrire) inclut tous les niveaux du primaire et du moyen, excepté le niveau de 4^e AM, qui fait l'exception. «Cette équivalence du cycle élémentaire et primaire avec le cycle moyen me semble précipitée. Car mon fils, qui a le niveau de la 3^e année moyenne, est relégué vers les métiers moins qualifiés par la grâce de ce niveau "fourre-tout" de SLE», fait remarquer un parent d'élève qui aurait souhaité voir son enfant accéder aux filières comptabilité, banque et assurance, pour lesquels il est requis le niveau 4^e AM. Un autre parent d'élève, plus exigeant, s'insurge et propose des examens d'accès : «Pour chaque métier, je propose qu'on redéfinisse des prérequis d'accès, quel que soit le niveau et vérifier cela à l'aide d'examens d'entrée.

Le dispositif d'accès actuel ne me semble pas refléter l'adéquation entre le niveau d'accès et le

profil requis par le métier. Il faut réfléchir sur des bases pédagogiques universelles en se basant sur l'expérience des pays plus avancés dans le domaine. Il faut bannir cette notion ambiguë de "sait lire et écrire". Cette norme spécifiquement algérienne ne convainc pas tout le monde. C'est une solution de facilité», nous fait remarquer avec colère un parent d'élève. Toutefois les CFPA de la wilaya se targuent d'offrir toutes les commodités aux stagiaires (internat de 720 lits, 1 800 repas quotidiens, des salles de lecture, de l'internet et des salles de sport.) Les responsables de la formation professionnelle indiquent le chiffre effarant et inquiétant de plus de 7 000 élèves des collèges et lycées qui ont été exclus du secteur de l'éducation dans la wilaya. «Ce fut le secteur de la formation professionnelle qui a permis à ces exclus d'avoir accès aux spécialités professionnelles», nous précise un de ces responsables de CFPA.

Ces mêmes responsables précisent, dans les informations qui nous ont été communiquées, que le secteur de la formation professionnelle de Tipasa offre 38 spécialités professionnelles diplômantes réparties en 86 sections pédagogiques, concernant 18 branches d'activité professionnelles. Au sein

de ces 38 spécialités professionnelles diplômantes, 16 d'entre elles dédiées aux SLE, totalisent 38 sections pédagogiques sur les 86 existantes. Ainsi 44% de ces spécialités sont affectées au niveau élémentaire de «savoir lire et écrire», représentant 1 336 stagiaires de l'apprentissage (30%) et 1 130 stagiaires en résidentiel (56%). Soit un total de niveau SLE de 2 466 stagiaires (54% des formations diplômantes).

Il est prévu, selon les déclarations de nos sources, la réalisation, dans le cadre du plan 2010/2014, de 4 instituts nationaux de la formation professionnelle (Hadjout, Bou-Ismaïl, Tipasa et Koléa) d'une capacité de 300 postes pédagogiques. Cependant, pour certains enseignants et cadres du secteur, «ces beaux projets restent illusoires. Annoncés à grande pompe, ces édifices de même que les 84 logements destinés aux professeurs du secteur, restent dans l'attente de leur démarrage, à l'instar de l'institut de Cherrhell, pour lequel des engagements furent pris», commente amèrement ce professeur de CFPA, dépité, qui attend impatiemment de bénéficier d'un logement de fonction qu'il prétend attendre depuis plus de 10 ans.

Laubi Houari

ÉDUCATION À NAÂMA

La grève massivement suivie

sement, alors qu'à la direction de l'éducation c'est le black-out, aucun commentaire ni un quelconque taux avancé.

Par ailleurs, selon un syndicaliste, les dernières augmentations salariales décidées par le ministère concernant les primes des travailleurs de l'éducation sur des taux variant de 40% à 45% ne régleront aucun des trois dossiers sur la table des négociations, à savoir les œuvres sociales, le statut particulier ainsi que les indemnités et primes. Sur un autre volet, le ministère a indiqué que les travailleurs classés en dessous de l'échelle 12 bénéficieront d'augmentations des primes qui seront relevées de 15% du salaire de base pour aboutir à 40%.

Alors que la prime de rendement des catégories 13 et 14 sera relevée à 45%, et ce, avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2008 pour tous les travailleurs du secteur. Les syndicats autonomes ne l'entendent pas de cette oreille, ils renoncent aux augmentations promises par le ministre et demandent l'ouverture de tous les dossiers en suspens.

Le secteur de l'éducation est donc paralysé, les parents d'élèves appellent à la sagesse et au dialogue, et demandent l'arbitrage du président de la République afin que les deux parties arrivent à un compromis et éviter aux élèves d'en payer les frais.

B. Henine